

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### ACTE D'ENGAGEMENT

Pouvoir adjudicateur (acheteur) :	<b>CENTRE HOSPITALIER DU MANS</b> , établissement support du <b>G.H.T. DE LA SARTHE</b> agissant pour le compte des établissements parties cités ci-dessous (souscripteurs)									
Adresse :	194 Avenue Rubillard - 72 037 LE MANS									
Objet de la consultation :	Passation d'un <b>marché d'Assurances</b> pour les besoins des membres du Groupement Hospitalier de Territoire (G.H.T) <b>de la Sarthe</b> .									
Procédure :	MARCHE PUBLIC sur <b><u>APPEL D'OFFRES OUVERT</u></b> passé en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique.									
Etablissements du Groupement :	<table><tr><td>Centre Hospitalier du Mans « CH LE MANS »</td></tr><tr><td>Centre hospitalier de Montval sur loir « CH MSL »</td></tr><tr><td>Centre hospitalier de La Ferté Bernard « CH LFB »</td></tr><tr><td>Centre hospitalier du Lude « CH LUDE »</td></tr><tr><td>Pôle Hospitalier et Gériatologique Nord Sarthe « PHGNS »</td></tr><tr><td>Centre hospitalier de Saint Calais « CH ST CALAIS »</td></tr><tr><td>Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe « EPSMS »</td></tr><tr><td>Pôle Santé Sarthe et Loir « PSSL »</td></tr><tr><td>EHPAD de Bessé sur Braye « EHPAD BSB »</td></tr></table>	Centre Hospitalier du Mans « CH LE MANS »	Centre hospitalier de Montval sur loir « CH MSL »	Centre hospitalier de La Ferté Bernard « CH LFB »	Centre hospitalier du Lude « CH LUDE »	Pôle Hospitalier et Gériatologique Nord Sarthe « PHGNS »	Centre hospitalier de Saint Calais « CH ST CALAIS »	Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe « EPSMS »	Pôle Santé Sarthe et Loir « PSSL »	EHPAD de Bessé sur Braye « EHPAD BSB »
Centre Hospitalier du Mans « CH LE MANS »										
Centre hospitalier de Montval sur loir « CH MSL »										
Centre hospitalier de La Ferté Bernard « CH LFB »										
Centre hospitalier du Lude « CH LUDE »										
Pôle Hospitalier et Gériatologique Nord Sarthe « PHGNS »										
Centre hospitalier de Saint Calais « CH ST CALAIS »										
Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe « EPSMS »										
Pôle Santé Sarthe et Loir « PSSL »										
EHPAD de Bessé sur Braye « EHPAD BSB »										

Lot concerné (à cocher par le soumissionnaire)	N° du lot	INTITULE	Code C.P.V.
<input type="checkbox"/>	1	Domages aux biens mobiliers et immobiliers	66515000
<input type="checkbox"/>	2	Responsabilité civile et risques annexes	66516400
<input type="checkbox"/>	3	Accidents corporels	66512100
<input type="checkbox"/>	4	Flotte véhicules et risques annexes	66514110
<input type="checkbox"/>	5	Risques statutaires des agents CNRACL et assimilés	66512000
<input type="checkbox"/>	6	RC du promoteur de recherche	66516400-4
<input type="checkbox"/>	7	Protection juridique	66513100

**Un acte d'engagement devra être complété pour chaque lot**

## ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DU SOUSMISSIONNAIRE

Je soussigné,

Identification professionnelle du signataire de l'acte d'engagement :

Nom / prénom :	
Fonctions au sein de la personne morale :	
SIRET :	
Représentant la personne morale signataire suivante :	

Identification des opérateurs exécutant le marché :

Si groupement, identité du mandataire du groupement :			
Intermédiaire :	Dénomination :		
	SIRET :		ORIAS : <span></span>
	Est-il membre du groupement : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON		
Organisme porteur du risque n°1* :	Dénomination :		
	Si groupement : coassurance : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON – si oui % du risque : <span></span>		Apériteur : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON
	Si groupement, risque porté et rôle dans le groupement :		
Organisme porteur du risque n°2* :	Dénomination :		
	Si groupement : coassurance : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON – si oui % du risque : <span></span>		Apériteur : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON
	Si groupement, risque porté et rôle dans le groupement :		
Organisme porteur du risque n°3* :	Dénomination :		
	Si groupement : coassurance : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON – si oui % du risque : <span></span>		Apériteur : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON
	Si groupement, risque porté et rôle dans le groupement :		
Autre :	Dénomination :		
	SIRET :		Sous-traitant : <input type="checkbox"/> OUI / <input type="checkbox"/> NON – si oui voir article 2 ci-après
	Préciser les missions de l'opérateur :		

(\*) Tel que figurant sur la fiche « informations organisme porteur de risque » si demandée dans le dossier de candidature.

- après avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché visé en objet, et notamment du cahier des clauses particulières (C.C.P.) et de ses annexes,
- après avoir fourni les pièces prévues par le règlement de la consultation,
- atteste que les informations de la fiche « informations organisme porteur de risque » sont exactes (si demandée),
- m' ENGAGE ou ENGAGE les membres du groupement, conformément aux conditions, clauses et prescriptions mentionnées au Cahier des Clauses Particulières assorties, si elles existent, des réserves et/ou observations formulées à l'appui de mon offre, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

En cas de coassurance, le mandataire du groupement (apériteur ou intermédiaire) est réputé engager et représenter l'ensemble des membres de la coassurance.

## ARTICLE 2 : PRIX

**L'ensemble des services à exécuter au titre de cet acte d'engagement sera rémunéré selon les modalités définies sur la fiche de tarification constituant l'annexe n°1 du présent document.**

Les montants indiqués sur la fiche de tarification s'entendent tout compris : taxes, frais de gestion, commissions... sauf indication expresse contraire du soumissionnaire. Les montants totaux indiqués sont prévisionnels et calculés à partir des éléments fournis aux candidats à la date de l'engagement de la consultation. Un avenant de mise à jour du montant du marché pourra être effectué à sa date d'effet du marché à partir des éléments techniques actualisés.

Seules les modalités de détermination de la cotisation sont contractualisées (taux, cotisation unitaire forfaitaire, minimum annuel de cotisation...). Il en résulte que la cotisation est recalculée chaque année :

- à partir des prix unitaires révisés sur la base de l'évolution de l'indice lorsqu'elle est prévue,
- et, sauf si la cotisation est forfaitaire, sur la base de l'évolution des éléments techniques servant d'assiette (voir article 4.1 ci-après) ;

**Aucune autre cause d'évolution de la cotisation ne peut être appliquée.** Cependant, il est expressément convenu que toute évolution de la fiscalité en lien avec législation en vigueur sera applicable au marché.

Lorsqu'une indexation est prévue (cf C.C.P. et fiche de tarification), son calcul s'effectue chaque année à l'échéance annuelle selon la variation de l'indice par période de 12 mois à partir de la valeur de référence indiquée par le soumissionnaire.

I = valeur de l'indice indiquée par le candidat sur la fiche de tarification

I1 = valeur de l'indice 12 mois après I

Indexation =  $I1 / I \times \text{prix unitaire}$

L'indice n'est applicable que sur les prix unitaires. Il ne s'applique pas sur les franchises et montants des garanties.

### **Déclaration de sous-traitance (articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la Commande Publique) :**

Recours à la sous-traitance : ☐ OUI / ☐ NON – si OUI joindre obligatoirement en annexe un formulaire DC4 par sous-traitant.

Dans l'affirmative, chaque DC4 annexé au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (ou nous envisageons) de faire exécuter par chaque sous-traitant payé directement, le nom de chaque sous-traitant et les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que chaque sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations dont la sous-traitance est envisagée conformément à ces annexes est de :

Montant :  € HT soit :  € TTC

## ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet le **1<sup>er</sup> janvier 2026 à zéro heure**. Il se reconduira automatiquement à l'échéance chaque année jusqu'au **31 décembre 2029** à minuit, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation ci-dessous.

Lorsqu'un soumissionnaire propose pour un même marché plusieurs contrats en réponse à la demande formulée, il est convenu que tous les contrats sont liés en ce qui concerne leur prise d'effet et leur durée.

La résiliation d'un des contrats entrainera de plein droit la résiliation de l'ensemble des autres contrats souscrits en réponse à un même marché à la même date que le contrat résilié, sauf accord contraire écrit des parties.

Outre les conditions prévues au Code des Assurances modifiées le cas échéant par les dispositions ci-après, le contrat est résiliable annuellement à l'échéance moyennant **un préavis dont la durée est fixée par chaque C.C.P.**

3.1 - L'assureur renonce à la faculté de résiliation du contrat pour sinistre prévue par le Code des assurances, en dehors de la résiliation annuelle à l'échéance et sous réserve du respect du préavis de **6 mois**.

## ARTICLE 4 : EXECUTION DU MARCHE

### 4.1 – Compétences des établissements

L'article L.6132-3 3° du code de la santé publique dispose que l'Etablissement support du Groupement Hospitalier de Territoire assure la fonction achats pour le compte des Etablissements parties.

L'article R.6132-16 du Code de la Santé Publique prévoit que l'établissement support est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat
- La planification des marchés
- La passation des marchés et des avenants.

A ce titre, l'établissement support est le pouvoir adjudicateur agissant pour le compte des établissements parties cités ci-dessus dans le cadre de la passation des marchés publics.

L'exécution des marchés est effectuée selon la répartition suivante :

Tâches		Etablissement compétent	
		A Etablissement Support (ES)	B Etablissements Parties (EP)
1	Affermissement d'une tranche optionnelle	X	
2	Vérification et admission des prestations	Copie ES	X
3	Paielement des prestations	Copie ES	X
4	Gestion des litiges courants	Copie ES	X
5	Reconduction de marché	X	
6	Modification du marché (de type avenant)	X	
7	Application des sanctions prévues au marché (pénalités de retard...)	X	
8	Résiliation du marché	X	
9	Gestion des demandes de cession, nantissement de créance	X	
10	Gestion de la sous-traitance	X	
<b>Définitions :</b>			
Etablissement support : <b>Le CH de Mans</b>			
Etablissements parties : Les autres établissements			
L'assuré : l'établissement support et les établissements parties			
Le souscripteur : l'établissement support et les établissements parties			

**Il est rappelé que toutes demandes de modification ou résiliation d'un ou plusieurs contrat doit être adressée à l'établissement support qui seul est habilité à traiter la demande. Toute démarche notifiée directement à l'établissement concerné sera réputée nulle.**

En réponse à chacun des lots, le titulaire émet un contrat par établissement (ou groupe d'établissements si demandé dans le cadre de direction commune).

La résiliation d'un contrat entrainera celle de l'ensemble des contrats des établissements émis en réponse à un même marché. L'établissement support pourra, seul, convenir des mesures à prendre avec le titulaire au nom des établissements (répartition entre établissement d'une mesure de revalorisation, négociation d'un avenant, acceptation d'une résiliation...).

## 4.2 – Modification du marché

Il est convenu que les dispositions de l'article L 2194-1 du code de la commande publique sont applicables au marché, notamment l'alinéa 1° (réexamen) pour les cas suivants. A l'issue du réexamen, les parties peuvent consacrer ces évolutions dans un acte modificatif.

Il est dès à présent convenu que toute évolution de la fiscalité suite à une évolution législative applicable au marché (taux de taxes, contributions aux fonds de garanties perçues sur les cotisations HT...) seront répercutées sur le marché, le titulaire devant en détailler l'impact (par exemple : <https://presse.economie.gouv.fr/publication-des-arretes-renforçant-les-moyens-daction-du-regime-dindemnisation-des-catastrophes-naturelles-et-du-fonds-de-garantie-des-victimes/>).

### 4.1.1 - Mise à jour des éléments techniques :

La mise à jour des éléments techniques déclarés à la souscription, basant l'appréciation des risques par le titulaire, sera effectuée chaque année par et à l'initiative de ce dernier.

#### 4.1.2 - Evolution du risque :

A – En cas de survenance d'un nouveau risque qui relève du présent marché, il est convenu que les parties pourront convenir d'une modification tarifaire limitée (nouvelle catégorie tarifaire, nouveau prix unitaire...) dès l'instant que la modification implique un impact tarifaire inférieur à 30 % de la valeur totale du marché.

A-1 : Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du GHT en fonction de l'évolution du périmètre de celui-ci (ajout ou retrait d'un ou plusieurs établissement(s) partie(s)). Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

B - En cas d'aggravation ou de réduction du risque (évolution établie objectivement par le titulaire qui aurait modifié son positionnement si elle avait été présente lors de l'analyse initiale du dossier de consultation - le niveau de sinistralité seul ne peut constituer une cause d'aggravation du risque), et nonobstant toute autre disposition prévue par le code des assurances, le titulaire dispose d'un délai d'un mois à partir du moment où il en a connaissance pour notifier à l'établissement support sa position (résiliation / majoration...) avec en copie les établissements parties.

Entrent notamment dans ce cadre les modifications réglementaires et législatives, sous réserve pour le titulaire demandant la modification, d'en justifier l'impact effectif sur les risques assurés.

A défaut d'accord entre les parties, le marché prendra fin de plein droit 6 mois après réception par le titulaire de la notification au souscripteur. En cas d'accord entre le titulaire et l'acheteur sur les modifications proposées, le marché pourra faire l'objet d'un avenant conformément à l'article L 2194-1 1° du code de la commande publique, dès l'instant que l'impact de ces mesures n'implique pas une hausse supérieure à 50 % du montant total du marché (la durée initiale du marché pourra être réduite pour limiter l'impact de cette mesure). Cette modification fera l'objet d'un avenant en application des articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la Commande Publique.

C – En cas de sinistralité dégradée (rapport du montant total des sinistres après écrêtement du sinistre présentant le montant le plus élevé, divisé par le montant de la cotisation hors taxes et hors commissions supérieur à 1,10 sur au moins deux années consécutives), les parties pourront convenir de mesures de nature à trouver un équilibre économique minimal. La modification décidée ne peut pas impliquer un impact global > 50 % de la valeur totale du marché (la durée initiale du marché pourra être réduite pour limiter l'impact de cette mesure). Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

#### 4.2 – Fourniture de la sinistralité

Sur demande du souscripteur et sous un délai de 20 jours calendaires, le titulaire s'engage à fournir la liste détaillée des sinistres qui devra indiquer les éléments suivants : garantie mise en œuvre / état du sinistre / règlements / provisions / recours prévu ou effectué / frais divers / franchise appliquée.

Une extraction de la base des sinistres sera transmise au souscripteur à sa demande (sous format « tableur » dès l'instant que le nombre de sinistres le justifie) de façon à permettre une exploitation statistique des données.

Le titulaire s'engage également à répondre favorablement à toute demande d'explication sur les dossiers sinistres provisionnés (circonstances, perspectives, justification de la provision appliquée...).

**L'acheteur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché auprès de l'organisme qui porte et provisionne le risque (sauf mandat autorisant l'acheteur à effectuer les paiements directement au mandataire) en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :**

Compte ouvert à l'organisme bancaire :			
à :			
au nom de :			
sous le numéro :			clé RIB : <input type="text"/>
code banque :		code guichet :	<input type="text"/>
IBAN :	<input type="text"/>		
B.I.C. :	<input type="text"/>		

Le délai de paiement est fixé par les articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, conformément aux dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à R. 2192-36.

L'acheteur est astreint à certaines formalités administratives liées au paiement des factures. Pour en permettre son règlement, toute facture devra impérativement :

- comporter un montant de cotisation conforme au marché ;
- détailler les éléments justifiant le montant de la cotisation facturée (prix unitaires du marché, évolution indiciaire appliquée, assiette de cotisation retenue, éléments de proratisation si régularisation de cotisation...) pour en permettre la vérification ;

A défaut de la fourniture de ces éléments détaillés ou si la cotisation facturée est erronée, l'acheteur notifie au titulaire son impossibilité de paiement ce qui suspend tout délai de paiement à la charge de l'acheteur et empêche toute suspension ou résiliation des garanties par le titulaire.

Le défaut de paiement d'une cotisation par l'un des établissements du GHT ne pourra entraîner la suspension des garanties de l'ensemble des établissements du GHT.

Le titulaire s'engage à délivrer une quittance spécifique par budget annexe à la demande de l'acheteur.

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro conformément à la législation en vigueur.

Les entreprises s'inscrivent et accèdent à la solution Chorus Pro par internet, à l'adresse suivante : <https://chorus.pro.gouv.fr>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'acheteur la rejettera après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le dépôt sur la solution gratuite de facturation Chorus Pro, nécessite le numéro SIRET de l'acheteur :

ETABLISSEMENTS	N°SIRET
Centre Hospitalier du Mans (CHM)	26720016000013
Centre hospitalier de Montval sur loir	26720105100013
Centre Hospitalier de la Ferté Bernard	26720104400018
Centre Hospitalier du Lude	26720020200013
Pôle Hospitalier Gériatrique Nord Sarthe (PHGNS)	20009047000010
Centre Hospitalier de Saint Calais	26720003800011
Etablissement public de santé Mentale de la Sarthe (EPSM)	26720106900015
Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)	26720548200107
EHPAD Louis Pasteur – Bessé sur Braye	26720033500011

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange informatisé de données).

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que les factures qui ne respectent pas ces règles seront **systématiquement** retournées.

AVANCE prévue par les articles L 2191-2 et R 2191-3 du Code de la Commande publique : sans objet du fait de l'application des dispositions d'ordre public prévues par le Code des assurances (indivisibilité de la cotisation et paiement d'avance). Le principe de l'assurance étant la mutualisation des risques fondé sur la constitution d'une masse financière apte à la prise en charge des conséquences d'un sinistre, le Code des assurances prévoit le paiement par avance des cotisations d'assurance. Les dispositions en matière d'avance sont donc inapplicables au présent marché.

#### Article 6 : ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES – ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Les documents contractuels énumérés ci-dessous sont classés par ordre de priorité décroissante :

1	L'acte d'engagement et ses annexes (fiche de tarification, note de réserves, annexe de gestion si prévue).
2	Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ou le projet de contrat lorsqu'une variante est imposée (case n°4 de la fiche de réserves).
3	Les textes de l'assureur (conditions générales, conditions particulières...) complétés, ou à défaut, par les dispositions du Code des assurances.
4	Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Marchés de Fournitures Courantes et de Services en vigueur à la date de la consultation.



Je soussigné,	
Représentant la société :	

Agissant en qualité d'assureur / apériteur / intermédiaire **mandaté** (Rayer la mention inutile)

Accepte de garantir les établissements membres du **G.H.T. DE LA SARTHE et les membres du groupement de commandes** pour les risques objet du présent acte d'engagement et selon les garanties retenues par ce dernier à compter du :  
**1<sup>er</sup> janvier 2026 à 0 h.**

**En outre, je m'engage :**

- à ne pas tenir compte de la dégradation éventuelle de la sinistralité entre l'engagement de la présente consultation et la date de prise d'effet du contrat ;
- à délivrer dans les dix jours (calendaires) de l'accord qui me sera notifié un accusé réception de la notification indiquant le numéro du contrat ainsi que toutes informations pratiques pour sa mise en œuvre **(si le titulaire émet une note de couverture il est informé qu'elle ne sera pas signée par l'acheteur) ;**
- **j'atteste que** l'organisme ou le groupement qui porte et provisionne les risques dispose des agréments utiles à la couverture de l'ensemble des garanties objet du marché auquel il soumissionne ;
- je m'engage à émettre, le cas échéant, le contrat dans un délai de trois mois à compter de la date d'effet des garanties.

En signant le marché, le soumissionnaire s'engage à respecter :

- La Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 « RGPD » ainsi que les dispositions de l'annexe n°1 « sécurisation des données » du présent acte d'engagement jointe par l'acheteur.
- Les dispositions de l'engagement quant à l'absence de relations avec la Russie objet de l'annexe n°2 du présent acte d'engagement.

**IMPORTANT : le titulaire s'engage à adresser impérativement toutes correspondances, courriers et notifications relevant de la colonne « A » à l'établissement support (ES), avec copie à l'établissement concerné.**  
**A défaut et sauf accord de l'établissement support, l'envoi sera réputé non parvenu.**

Fait en un seul original, à \_\_\_\_\_,  
le \_\_\_\_\_,  
Signature / identité et fonction du signataire et cachet de l'entreprise

<b>A compléter par le soumissionnaire - Personne à contacter pour demande de précisions sur l'offre s'il y a lieu :</b>	
NOM / prénom :	
Tél. :	
Courriel :	

## **ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**Intitulé du lot concerné : LOT**

La présente proposition est acceptée pour valoir acte d'engagement incluant l'ensemble des documents que le soumissionnaire a transmis dans son offre ainsi que les documents suivants :

- ☐ Précision ;
- ☐ Mise au point ;
- ☐ Autres (à préciser) :

**Pour ce lot, la présente offre est acceptée pour :**

Compte budgétaire :

A LE MANS, le

*Signature du représentant du pouvoir adjudicateur :*  
*P/ le Directeur général du C.H. du Mans,*  
*Le Directeur général adjoint,*  
A. MORAND

